

HISTOIRE CONTEMPORAINE

ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

Etienne Augris, Régis Boulat, Paul Dietschy, Laure Machu, Madeleine Molin, Frédéric Sallée, Charlotte Soria, Matthieu Tracol, Guillaume Tronchet, Alexis Vrignon

Coefficient : 3

Durée : 6 heures

REMARQUES SUR LES COPIES

Le sujet retenu pour la dissertation d'histoire contemporaine était sans le savoir parfaitement adapté aux conditions exceptionnelles du concours 2020 dont l'admission se jugeait uniquement sur les résultats des épreuves écrites. Son intitulé, « Être jeune en France de 1870 à la fin des années 1980 », se voulait sélectif afin de dégager nettement un groupe d'admissibles de grande qualité tout en restant abordable pour l'ensemble des candidats. La large bande temporelle partait de la guerre de 1870 et de la Commune pour s'achever au début du second septennat de François Mitterrand. Étaient au menu de la dissertation les grandes scissions de l'histoire de la France contemporaine et leurs relations avec la condition et le fait d'être jeune. Au-delà des travaux portant sur l'histoire de la jeunesse produits entre autres par Maurice Crubellier et Ludivine Bantigny en passant par Anne-Marie Sohn, les candidats étaient invités à puiser dans différents champs historiographiques pour nourrir leurs copies. Il était en effet question d'éducation, de rapports entre les générations, de différences et d'inégalités sociales et de genre, de service militaire et de guerre (1870, 1914-1918, 1939-1945, guerres de décolonisation), de culture et de religion, d'organisation de jeunesse et même d'éducation physique et de sport. Ce qui supposait de la part des candidat(e)s une bonne connaissance de l'histoire de la France contemporaine et une grande capacité de synthèse, deux qualités requises pour être admis(e) à l'École normale supérieure.

Le sujet ne semble pas avoir pris de cours celles et ceux qui ont composé les 883 copies corrigées, même s'il n'a pas permis d'obtenir des résultats en hausse par rapport à l'année précédente. La moyenne générale reste honorable en se situant un peu en dessous de 9 avec 8,87 (9 en 2019) alors que l'écart-type atteint 3,98 (4 en 2019). On notera une augmentation continue du nombre de copies (718 en 2018, 860 en 2019 et donc 883 en 2020). Tout en démocratisant l'accès au concours, cette croissance a pour conséquence la diversification des profils des candidat(e)s favorisée par l'ouverture de nouvelles khâgnes. Sans aucun doute, l'épidémie de Covid-19 a aussi été vécue de manière différente pour ceux et celles qui préparaient le concours. Certes, la majorité ont composé mais les incertitudes portant sur la tenue des épreuves et les conditions du confinement ont pu avoir une influence sur le résultat final. Le pourcentage de très bonnes copies est en baisse : 15,17% dont la note est supérieure ou égale à 14 contre 16,74% en 2019. Quant à celles qui atteignent ou dépassent la note de 16/20 leur nombre n'est que de 44 contre 59 l'année dernière. On pourra ajouter à ce constat chiffré le nombre relativement conséquent de copies ne dépassant pas 10 pages et qui se signalent non seulement par la méconnaissance de la thématique, mais aussi par la faiblesse de la culture historique sur des points majeurs de la période. On regrettera de trouver de graves

erreurs telles que « la paix signée avec l'Allemagne en 1940 » ou la « SFIC créée en 1905 » ou encore d'autres aberrations comme « le massacre de la chambre des communes en 1871 » ou encore le slogan « Pain, Travail, Patrie » (sic). De même, la référence récurrente à *L'Education sentimentale* montre que de nombreux candidat(e)s ignorent que le contexte du roman de Flaubert est celui de 1848 et non de 1870-71. Autre mantra régulièrement répété, le concept de « brutalisation » : s'il est très discuté parmi les historiens français de la Grande Guerre, il concerne en premier lieu la jeunesse allemande et non française.

Quoi qu'il en soit, le jury considère que cet infléchissement des résultats ne relève pas d'une baisse de niveau des candidat(e)s mais plutôt de la conjonction sujet sélectif/confinement. Il veut aussi saluer la détermination de celles et ceux qui ont composé et qui ont cherché à traiter le sujet même s'il pouvait leur apparaître difficile. Bien que plus de 12% des copies aient reçu une note égale ou inférieure à 5/20, très peu témoignent d'une attitude démissionnaire à l'égard du sujet. Un signe de l'exigence de la formation reçue et qui pourra être remobilisée dans la suite de leur cursus universitaire.

Bien souvent, les copies commencent sous les meilleurs auspices. La formation suivie en sociologie a permis aux candidat(e)s de bien définir le sujet d'un point de vue conceptuel en faisant massivement appel à Pierre Bourdieu et à sa formule « la jeunesse n'est qu'un mot ». Une formule qu'il convenait toutefois de creuser un peu. En revanche, les candidat(e)s se sont montré(e)s moins heureux pour délimiter les bornes temporelles de l'intitulé. Le premier écueil de la définition du sujet a toutefois résidé dans le mot « jeune ». On attendait des candidat(e)s que le terme soit distingué de celui d'« enfant » ou de « jeune adulte ». Si une certaine tolérance a pu être observée selon la qualité de la copie, il s'agissait d'un prérequis nécessaire pour la rédaction d'une bonne dissertation. De même, la problématique devait insister sur l'expérience existentielle de la jeunesse, les perspectives et les horizons d'attente qu'ouvraient aux jeunes le cours de l'histoire politique et militaire, les transformations culturelles, économiques et sociales, et, plus précisément, les politiques éducatives et de jeunesse mises en œuvre depuis les débuts de la III^e République. Restait à organiser ces axes de réflexion. Un certain nombre de candidat(e)s ont choisi, souvent par manque de connaissances précises, un plan thématique. A l'évidence, il ne convenait pas pour une si longue période, d'autant qu'un aspect fondamental du sujet résidait dans l'émergence et la diffusion de l'« être jeune », notamment à partir de l'entre-deux-guerres et surtout après 1945. C'était donc un plan à bannir absolument pour un sujet qui suppose de bien repérer les inflexions chronologiques. Les bornes temporelles choisies afin de délimiter les parties dans cette perspective diachronique ont pu varier. Pour la première partie entre 1914 et 1918, la seconde entre 1945 et la fin des années 1950. Au-delà des préférences affichées par le jury dans le corrigé qui suit, l'essentiel était de bien justifier ces bornes temporelles. En quoi, par exemple, l'expérience de la Grande Guerre pouvait être intégrée dans un continuum marqué notamment par la généralisation de la conscription ou au contraire être considérée comme un moment de rupture ? Le choix du plan chronologique ne suffisait pas à garantir la qualité de la dissertation. Il s'agissait évidemment de proposer des parties équilibrées non seulement en termes de taille mais aussi en qualité de contenus. En raison d'une maîtrise insuffisante du temps, de nombreuses copies ont réduit à la portion congrue la période pourtant cruciale courant du baby-boom à la « génération Mitterrand ». A ce propos, le jury de l'épreuve d'histoire contemporaine a été un peu étonné par le manque de connaissances affiché sur des moments importants de l'histoire de France comme la Grande Guerre ou le régime de Vichy. Certaines copies ont fait assaut de références culturelles confondant le sujet avec une histoire des représentations de la jeunesse. Si le jury a pu apprécier de voir mentionner la *Recherche du temps perdu* de Proust, le manifeste d'Agathon, *Le diable au corps* de Raymond Radiguet ou les *Mémoires d'une jeune fille rangée* de Simone de Beauvoir, il n'a valorisé ces citations que si elles étaient justifiées et expliquées. De nombreuses copies cèdent trop à un *name dropping* inopérant. Le jury ne peut que recommander d'adopter

une argumentation articulant bien la présentation d'idées générales et leur illustration par des exemples précis, bien connus et analysés. Le jury a notamment apprécié les copies qui ont rappelé comme exemple les parcours de « jeunes » tels que Simone de Beauvoir, Daniel Cordier ou Simone Veil ou des œuvres littéraires emblématiques d'un certain état d'esprit de la jeunesse à l'image du *Grand Meaulnes* d'Alain-Fournier (1913), d'*Aden Arabie* de Paul Nizan (1931) ou encore de *Bonjour Tristesse* de Françoise Sagan (1954).

En quoi consistait une copie permettant d'intégrer le cercle des admissibles et, immédiatement plus restreint cette année, des admis(e)s ? En premier lieu, en une écriture claire, précise et bien structurée ne recherchant pas les effets de style inutiles au propos. On regrettera encore qu'un certain nombre de copies pêchent par une syntaxe, une orthographe et une grammaire défailtantes. Les noms propres de grands hommes d'Etat ont aussi été maltraités à l'image du général « de Gaule » ou de François « Mitterant » (sic). De même, l'équipe de correctrices et de correcteurs a pu déplorer un usage mal maîtrisé du vocabulaire courant de la langue française et regrette l'usage de mots à la mode comme « impacter ». A condition de disposer de cet outillage de base, il fallait ensuite bien définir les termes du sujet sans tomber dans un processus mécanique, en distinguant l'étude de la jeunesse du fait d'être jeune. Il convenait ensuite de poser une problématique supposant que cette expérience limitée et très diverse au début de la période, notamment d'un point de vue social et géographique (aristocratie et bourgeoisie/classes populaires, ville/campagne), s'étendait et s'unifiait progressivement tant sur le plan des catégories socioprofessionnelles que sur celui du genre. L'expérience de la jeunesse avait alors tendance à s'allonger temporellement jusqu'à devenir un temps de référence, prescripteur et revendicatif à partir des années 1950-60. Il fallait toutefois poser cette problématisation en évitant tout dire dans l'introduction. Certaines d'entre elles tenaient trop lieu de traitement du sujet : il ne fallait pas brûler tous ses vaisseaux dès les premières pages du devoir au risque de cantonner le corps de celui-ci à une répétition de ce qui avait été écrit dans l'introduction qui pouvait parfois atteindre quatre pages. Il convenait aussi de mobiliser certaines notions comme celle de « génération » qui était pour partie incontournable. Le bon traitement du sujet exigeait aussi la capacité à varier les focales et les échelles et à prouver que les références mobilisées avaient été vraiment lues et comprises. Les meilleures copies ont été aussi celles qui ont montré une bonne connaissance de l'histoire du système éducatif français, notamment des années 1930 aux années 1980 et des politiques de jeunesse mises en œuvre sous le Front populaire, le régime de Vichy, la république gaullienne et les septennats de François Mitterrand. On regrettera une méconnaissance fréquente de l'œuvre de Léo Lagrange, les références très imprécises aux Chantiers de jeunesse (parfois appelés les « sentiers » de jeunesse), les mentions très rares de Maurice Herzog et des MJC ou encore de la politique culturelle à destination des jeunes mise en place par Jack Lang. Il ne s'agissait pas évidemment de faire une histoire de ces politiques mais d'expliquer en quoi elles modelaient l'expérience de la jeunesse tout en témoignant des transformations du fait d'être jeune. Le jury aura aussi déploré que la guerre d'Algérie et l'année 1956 soient trop souvent ignorées alors que les années 68 sont souvent réduites à un récit chaotique des événements survenus en mai et juin 1968. Malgré ces réserves, les correctrices et correcteurs peuvent féliciter les centres de préparation de contribuer à former un vivier de candidat(e)s qui brillent autant par la finesse de leur écriture, que par une culture générale étonnante pour leur âge, de même que par la maturité de leur réflexion et la solidité de leurs connaissances historiques. Le jury aurait eu plaisir à les retrouver pour les épreuves orales, ce qui, on peut l'espérer, adviendra en 2021. En attendant, il se réunira à nouveau pour l'écrit et se permet de rappeler à leurs professeurs que le sujet de dissertation peut porter autant sur la France de 1870 à la fin des années 1980 que sur le monde de 1919 à 1991.

PROPOSITION DE DEVOIR DEVELOPPE SUR LE SUJET

L'introduction et la structure même du devoir peuvent servir de modèle, il va sans dire que le jury ne pouvait attendre les développements nombreux et denses qui sont proposés.

Introduction

« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie » écrit Paul Nizan dans *Aden Arabie* (1931). Le normalien rallié au parti communiste évoque ici la jeunesse comme un âge, un moment d'incertitude et qui dure peu. De fait être jeune, c'est être dans une période transitoire entre l'enfance et l'âge adulte. Pour L. Bantigny, les jeunes au temps des baby-boomers ont entre 14 et 22 ans, ce sont donc des adolescents et de jeunes adultes poursuivant leurs études, entrant ou déjà entrés sur le marché du travail, accomplissant leur service militaire. Il s'agit essentiellement de mineurs puisque la majorité civique est fixée à 21 ans jusqu'en 1974. Le passage à la majorité civique à 18 ans suggère que la jeunesse n'existe pas en soi mais qu'elle est le produit de réalités sociales et historiques. Chaque société produit sa ou ses jeunesse(s). Aujourd'hui, selon les différents tarifs et droits proposés aux jeunes on le reste au moins jusqu'à 25 ans. Être jeune renvoie donc d'abord à une définition juridique désireuse de définir les contours d'une phase d'apprentissage dont les seuils sont variables et ne se superposent pas : la maturité civique et juridique ne correspond pas forcément à la maturité sexuelle et professionnelle. Être jeune c'est aussi progressivement appartenir à un groupe social dont les conditions d'existence, les expériences et les horizons sont extrêmement variés. Ce groupe social devient progressivement un sujet de préoccupation dépassant le cadre familial pour les institutions étatiques et religieuses, pour les organisations politiques au point qu'en 1945 Jean Guéhenno pourra affirmer que « la jeunesse est un concept totalitaire » tant les fascismes et le communisme l'ont placée en mythe et modèle à atteindre et à promouvoir.

Être jeune c'est donc faire l'expérience existentielle de cet entre-deux qu'est le temps de la jeunesse mais dans des situations diverses et évolutives selon le temps. Il est évident que la jeunesse est davantage une expérience réservée aux filles et garçons de la bourgeoisie quand une grande partie des jeunes Françaises et Français travaillent à partir de l'âge de 13 ans. De même, que l'on soit fille ou garçon, rural ou urbain, issu d'une famille française de longue date ou enfant d'immigrés, c'est un temps aux modalités fort variables. Pour autant, c'est aussi une expérience partiellement commune qui se construit au travers de la fréquentation des mêmes établissements scolaires ou universitaires, l'entrée dans le travail et le développement des loisirs, la diffusion progressive d'une culture jeune souvent formalisée par des adultes. C'est aussi, pour les garçons l'expérience du service militaire et de la guerre à laquelle les jeunes filles participent de plus loin. Être jeune c'est donc être confronté aux adultes, les parents d'abord, les enseignants, les chefs des organisations de jeunesse dans des contextes économiques et socio-culturels qui évoluent fortement de la France rurale, divisée et blessée des débuts de la III^e République, à celle urbanisée, ouverte à l'Europe et presque post-industrielle de la fin des années 1980. Cette amplitude chronologique nous invite à envisager plusieurs moments de l'expérience de la jeunesse tributaires des horizons ouverts par l'école, des politiques publiques, du cadre et de la hausse du niveau de vie et de la participation aux grands événements marquant de manière souvent dramatique l'histoire du pays. Être jeune c'est donc aussi appartenir à une génération dont l'expérience commune oriente souvent le reste de l'existence.

A partir de ces considérations préliminaires, il semble pertinent de définir trois moments de l'expérience de la jeunesse. Dans un premier temps, il s'agira d'explorer la manière dont la jeunesse est intégrée dans le processus de nationalisation des masses. Entre d'autres termes, de

1870 à 1914, être jeune c'est entrer dans la nation par une série de rites de passage, l'école et le service militaire, dans une situation encore dominée par la nécessité de travailler précocement et le contrôle exercé par les adultes. Dans un second temps, on envisagera une période douloureuse où la condition des jeunes est marquée par les épreuves des deux conflits mondiaux jusqu'au milieu des années 1950. Si la Grande Guerre est caractérisée par une hécatombe de la jeunesse, la période manifeste aussi une préoccupation nouvelle pour celle-ci qui se traduit par l'essor des organismes qui lui sont dédiés, la mise en place de politiques publiques la visant expressément. Du fait des événements, on assiste également à un début d'autonomisation. Enfin la période, qui court depuis le milieu des années 1950 voit l'affirmation de la jeunesse. Être jeune c'est faire partie d'une catégorie sociale de référence à laquelle de nombreux adultes aspirent d'appartenir éternellement. La relation aux adultes commence à changer radicalement, l'égalité et la mixité filles-garçons est en cours, la contestation devient une sorte d'apanage des jeunes qui sont aussi devenus une part non-négligeable des consommateurs, même si tous ne sont pas logés à la même enseigne, notamment pour celles et ceux qui, issus de l'immigration récente, font l'expérience de la jeunesse.

I- **1870-1914 : Être jeune, entrer dans la nation**

1- **Les rites de passages**

a. **L'école et le service militaire, deux rites républicains**

Dans la France de la Belle Epoque, les classes populaires représentent 85% de la population. La République met en place deux institutions unificatrices : l'école (lois Ferry) et le service militaire (loi 1889, 1905). La fin de l'école, qui pour la grande majorité des Français s'arrête à 13 ans, marque la sortie de l'enfance, tandis que le service militaire et le mariage signifient le passage à l'âge adulte.

L'instruction primaire obligatoire instituée par la loi du 28 mars 1882 établit un nouveau rite, celui de la sortie de l'école et une nouvelle frontière commune à tous. L'âge de 13 ans coïncide avec l'entrée dans l'adolescence, dont la limite inférieure est ainsi nettement définie. Les lois Ferry ont pour pendant la loi du 2 novembre 1892 réglementant l'emploi et le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie. Respectant l'obligation scolaire, elle rappelle que l'âge minimum pour entrer à l'usine est de treize ans, douze avec le certificat d'étude, interdit le travail de nuit et plafonne la durée journalière du travail à onze heures pour les moins de 19 ans. Ainsi la scolarisation de l'enfance contribue-t-elle à mettre en lumière l'adolescence. À la même époque, pour les garçons, l'âge de sortie de l'adolescence se fixe également à 18-20 ans, et devient, à travers le service militaire, généralisé par les lois de 1889 et 1905, identique pour tous.

Lorsqu'il n'est pas encore obligatoire, le service fait l'objet de fortes résistances parmi la population, soit qu'il prive une exploitation familiale de bras, soit qu'il contrarie des projets de mariage. Peu à peu la prévention recule : le tirage au sort et le conseil de révision commencent à faire figure de rite initiatique. Être bon pour le service, c'est désormais être un homme apte à remplir ses obligations de soldat, de citoyen, et de père de famille. En Haute-Bretagne, les exemptés ont peine à se marier. Leurs camarades au contraire se pavanent avec des cartons portant leur numéro ainsi que « bon pour le service » ou « bon pour les filles » preuve que la maturité sexuelle et militaire vont de pair.

En 1889, la conscription devient réellement universelle, y compris pour les séminaristes et constitue jusque dans les années 1950, un marqueur fort de l'expérience et de l'identité masculine. Le temps du service militaire a pu être préparé par l'adhésion à une société de gymnastique appartenant à l'Union des sociétés de gymnastique française (USGF) créée en 1873 ou aux sociétés de préparation militaire qui revendiquent 400 000 membres en 1914. La caserne forme des citoyens et des soldats dévoués à la patrie. Elle est un lieu de vie masculin qui réunit à partir de 20 ans des jeunes hommes de toutes origines et construit une expérience commune. Cette parenthèse de trente-six mois à vingt-quatre mois selon les lois constitue le dernier rite de passage masculin qui peut être un moment de déracinement douloureux et dominé par l'ennui. Chacun attend impatiemment la quille pour travailler et fonder un foyer. Dans les villages, les jeunes gens se divisent en deux groupes : les moins de 20 ans qui ne sont pas encore concernés par le recrutement et les plus de vingt ans qui, après le service s'insèrent dans la vie adulte, professionnelle et familiale. La socialisation par les pairs qui s'opère au moment du service privilégie les valeurs « viriles » : qualités guerrières, culte de la force et du courage mais aussi primat de l'argot, de la grossièreté, vantardise et exaltation de l'honneur.

b. La permanence des rites et des coutumes religieuses : mariage et première communion

Ces rites de passage républicains coexistent ou rivalisent avec d'autres rites. Dans tous les milieux, pour filles comme les garçons, de la première communion faite à 10 ans puis à 12 ans à la fin du siècle reste un rite majeur. Pour les jeunes filles, dans les campagnes, c'est l'occasion de mettre une belle robe, mais aussi des souliers alors qu'elles ne portent ordinairement que des sabots ou des galoches.

L'horizon du mariage est également important pour les jeunes filles via la préparation du trousseau qui commence dès la première communion ou les premières règles, en milieu urbain comme en milieu rural. La dernière année à l'école est consacrée à border au point de croix la marquette, c'est-à-dire à broder leurs initiales sur le linge en utilisant un fil rouge. La polysémie du terme (marquer signifie avoir ses règles) reflète la signification de la pratique : il s'agit bien de signifier la sortie de l'enfance et d'affirmer son identité prépubère. L'apprentissage qui se prolonge chez la couturière à partir de 15 ans est aussi une véritable initiation à la vie amoureuse. L'organisation de « bals blancs » dans la bourgeoisie a pour fonction de présenter les jeunes filles à marier -le mariage devant avoir lieu dans l'année qui suit la présentation au monde de la jeune fille.

Surtout, ces institutions que sont l'école et le service n'effacent pas les divergences de parcours et de trajectoires entre les jeunes issus de milieux populaires ou les jeunes issus de la bourgeoisie.

2- Une mise au travail précoce pour la plupart des jeunes

Trois quarts des jeunes vivent en milieu rural. Dans le prolongement de l'enfance, malgré la rupture que représente la sortie de l'école élémentaire, la socialisation des jeunes s'effectue dans le cadre de la communauté villageoise. Cette sortie de l'enfance et de l'école s'organise autour d'un certain nombre de rituels : la communion solennelle, le certificat d'études, la fête du village. La très grande majorité des ruraux travaillent dès la sortie de l'école, à 13 ans. La plupart ont été initiés aux tâches agricoles dès l'enfance. Cette mise au travail précoce ne doit pas toutefois conduire à conclure qu'il n'existe pas de jeunes en milieu rural ou que les ruraux passent de l'enfance à l'âge adulte dès lors qu'ils sont mis au travail. Au sein des exploitations

agricoles, les jeunes et les adultes n'effectuent pas les mêmes tâches et n'ont pas le même statut. Les premiers sont placés dans une position subordonnée qui les distingue précisément des seconds. Selon le recensement de 1911, pour l'ensemble de la France, les moins de 25 ans comptent pour quantité négligeable parmi les chefs d'exploitations agricoles (moins de 1 %), mais ils sont majoritaires (51 %) dans l'ensemble du salariat agricole et nettement prédominants parmi les seuls domestiques agricoles (59% pour les hommes, 70 % pour les femmes). Dans les exploitations de petite taille, de la petite ou moyenne paysannerie, la présence et le travail des jeunes est indispensable car elle permet d'assurer les travaux nécessaires à la survie et parfois à l'extension de l'exploitation sans faire appel à une main-d'œuvre salariée. Ils ne sont donc pas payés et quand ils le sont, ils bénéficient d'un petit pécule versé tardivement. Cette dépendance matérielle est un moyen de contrôle des adultes sur les jeunes. Ce travail gratuit effectué entre 13 et 28 ans (âge moyen du mariage) est compensé à l'âge adulte, pour les garçons, par une aide à l'établissement ou la reprise de l'exploitation familiale, et pour les filles par le versement de la dot. Enfin, une partie des jeunes alimente le prolétariat agricole que constituent les domestiques, c'est-à-dire l'ensemble des valets, charretiers, servantes, filles de fermes, etc. Ils sont alors soumis à une discipline très sévère notamment dans les grandes exploitations où la distance entre les patrons et les domestiques s'est accrue. Ainsi, les jeunes filles (notamment les puinées) sont « placées » et effectuent leur apprentissage en dehors du cercle familial, soit dans des fermes, soit dans des maisons bourgeoises en milieu urbain. Les gages de ces jeunes domestiques sont versés à leurs parents pour lesquels ils constituent une ressource essentielle.

Dans le milieu ouvrier, la mise au travail est également précoce. Elle peut s'effectuer d'abord dans le cadre de l'atelier domestique - notamment dans les secteurs où perdure le travail à domicile – ou par un apprentissage chez un maître. Toutefois, avec la crise du travail ouvrier et celle de l'apprentissage, moins de 10% des apprentis bénéficient d'un contrat écrit. L'enseignement technique est pratiquement inexistant. Ainsi 90% de ceux qui se destinent à devenir ouvriers ne reçoivent pas d'éducation technique en dehors de celle de l'atelier. Ils sont employés directement à la production et se forment sur le tas. Au travail, même s'ils sont affectés à un poste identique, les jeunes subissent un abattement sur le salaire qui est donné à l'ouvrier adulte. Les jeunes travailleuses sont également en proie à la lubricité des contremaîtres

Une minorité de jeunes poursuivent leur scolarité au-delà de l'école élémentaire, soit dans le primaire supérieur, soit au lycée. 40 000 garçons et 15000 filles, principalement issus des classes moyennes, fréquentent le primaire supérieur. Pour la plupart des familles, l'enseignement secondaire est encore un enseignement court, et la majorité sont retirés à partir de la classe de quatrième ou de troisième. 60 000 garçons fréquentent les lycées dans des parcours séparés qui s'ouvrent avec le petit lycée, des classes payantes où les élèves apprennent le grec et le latin. En 1880, la loi Camille Sée crée les lycées de jeunes filles. Malgré tout, l'accès des filles à l'enseignement secondaire reste difficile, même quand il pourrait être souhaité puisque le réseau des établissements pour filles est beaucoup moins dense. En 1887, face aux 43 collèges et lycées de jeunes filles, on compte en effet 346 établissements masculins. En outre, l'enseignement secondaire destiné aux filles est spécifique : il s'organise en deux « périodes », et non en cycles, et ne débouche pas sur le baccalauréat (la féminisation de ce diplôme attendra 1919).

Une très petite minorité de jeunes (0,7% des jeunes âgés de 20 ans) intègrent l'enseignement supérieur. Ainsi, en 1901, la France ne compte encore que 29 000 étudiants à l'Université et un peu plus de 3000 élèves dans les grandes écoles. A l'université, le statut d'étudiant se professionnalise. Des cartes d'étudiants sont instaurées et exigées, tandis que les séminaires

fermés et spécialisés se multiplient. La figure de l'étudiant émerge donc progressivement notamment avec la création, à partir de 1877, de bourses pour les étudiants de licence ou d'agrégation.

3- Une jeunesse sous tutelle et intégrée au monde des adultes

a. Le poids de la tutelle familiale

Au XIX^e siècle la famille reste l'instance majeure de régulation des sociétés. Elle règle les unions, la reproduction, les projets d'avenir. Celle-ci est conçue suivant un modèle patriarcal, qui s'appuie sur la « puissance paternelle » établie par le Code civil. Le père est là en dernier recours, pour punir et sanctionner, même si, au quotidien, il peut déléguer son autorité à la mère. Dans les classes populaires, la famille est encore le premier cadre dans lequel s'effectue la mise au travail et l'apprentissage. Dans le monde ouvrier, l'endogamie professionnelle est forte. Il n'est pas rare que les fils exercent le même métier que leur père, la transmission s'effectuant dans le cadre de l'atelier familial. Cette hérédité est favorisée par le maintien de l'industrie dispersée et de l'artisanat qui constitue les traits distinctifs de l'industrialisation en France. Elle se poursuit lorsque l'usine s'impose progressivement. Dans les fabriques ou les usines, les pères font recruter leurs fils., même s'ils cherchent à transmettre un métier qu'à assurer une place. Les politiques paternalistes jouent d'ailleurs en ce sens comme en témoigne les écoles d'apprentissage mises en place dans diverses usines, notamment au Creusot. Pour les jeunes filles, la famille reste le cercle où s'acquièrent et s'inculquent des valeurs. L'éducation des filles bourgeoises et aristocrates demeure ainsi essentiellement conçue pour les préparer à leur rôle d'épouse et de mère. Celles-ci se marient plus tôt que le reste de la population, entre 16 et 19 ans. L'éducation morale, transmise par la mère, est complétée par l'action d'un confesseur. Cette éducation exalte la pureté virgine en lien avec l'affirmation du culte marial. Certaines fréquentent couvents, pensions et institutions laïques. En réponse à la demande des familles bourgeoises, le développement des cours en externat permet de ne pas couper la jeune fille de son milieu familial.

Placé sous l'autorité de sa famille, le jeune est aussi encadré par la communauté plus large des adultes du village. Dans les communautés rurales, la notion de classe d'âge autonome n'a pas encore de sens, l'adolescence comme hors-jeu social n'est pas encore une notion pertinente. Toutefois, les jeunes ont des rôles sociaux, des comportements et des sociabilités qui leur sont propres. Ils fréquentent ainsi les bals qui se concluent souvent par des rixes entre jeunes issus de villages rivaux. Les jeunes sont considérés comme la force vive des communautés villageoises qui leur délèguent plusieurs fonctions valorisantes. Sous le regard des adultes, ils sont chargés d'organiser les loisirs de la communauté villageoise comme de défendre l'honneur de la commune. Ils animent les fêtes villageoises saisonnières comme les feux de la Saint Jean ou le Carnaval. 87% des participants aux batailles communales ont entre 18 et 35 ans. Leur enjeu est, la plupart du temps, la préservation des filles de la convoitise des villages voisins. Sans parler d'émancipation, les jeunes ruraux sont amenés à se détacher quelque peu de la tutelle des adultes. Les bals se privatisent. Ils sont organisés par les jeunes, dans des auberges, loin du regard des adultes. De la même manière, on assiste au déclin des danses collectives au profit des danses par couples. Cette prise d'autonomie résulte d'un certain nombre de facteurs qui contribuent au désenclavement des campagnes et sapent l'autorité de la communauté villageoise. Par exemple, l'arrivée de la bicyclette dont l'usage se démocratise avant 1914 élargit l'horizon des loisirs et des sociabilités des jeunes salariés agricoles. Elle permet la fréquentation des bals des villages voisins contribuant à atténuer les rivalités. Les progrès

techniques favorisent aussi l'émigration. L'exode rural est d'abord le fait des jeunes qui vont chercher ailleurs un emploi qu'ils ne peuvent trouver au village. Ce n'est pas une émigration de la misère : elle concerne plutôt les jeunes les plus entreprenants, voire les plus diplômés.

La jeunesse masculine et bourgeoise des lycées a davantage un statut autonome, distinct de celui des adultes. Pour les garçons, la préparation du baccalauréat et le passage à l'université signifient souvent l'éloignement et la coupure avec le milieu familial. Le jeune intègre d'abord un internat puis monte à Paris pour faire son droit. Pour ces jeunes issus de milieux bourgeois, le mariage intervient plus tard (30 ans contre 25 ans dans les milieux populaires).

b. Une jeunesse encadrée

L'urbanisation et l'industrialisation, la crainte et la dénonciation du « laxisme républicain » et de « l'école sans dieu » nourrissent les inquiétudes quant à l'avenir de la jeunesse qui peut dès lors apparaître comme une menace. Ce sont les *Déracinés* du premier volume (1897) de la trilogie du *Roman de l'énergie nationale* de Maurice Barrès produits par l'universalisme kantien diffusé par l'enseignement public. La figure de la jeunesse dangereuse du XIX^e siècle s'incarne également dans les Apaches. Ces bandes de jeunes, qui apparaissent à Paris au tournant du siècle, regroupent à leur apogée 20 à 30 000 jeunes dont les deux tiers ont entre 15 et 20 ans. Issus des classes populaires, les Apaches rejettent aussi bien la société bourgeoise que le monde ouvrier. Les romans populaires participent à la construction de cet imaginaire social, mêlant crainte de délinquance et contestation de l'ordre social. Les inquiétudes vis-à-vis de la jeunesse justifient la mise en place de dispositifs de répression et d'encadrement.

Le Code pénal impose un régime de peines spécifiques pour les mineurs qui sont considérés comme irresponsables en deçà de 16 ans. Au-delà, s'il est prouvé qu'il a agi avec discernement, le mineur entre sous le régime de la « correction ». Dans ce cadre, la loi de 1850 consacre les colonies pénitentiaires qui sont d'abord agricoles. En 1870, elles accueillent près de 8000 jeunes. Certaines sont gérées directement par l'administration pénitentiaire. Le régime disciplinaire y est extrêmement strict et les colonies sont en pratique de véritables bagnes pour enfants.

Avant la séparation des Eglises et de l'Etat et à la suite de l'encyclique *Rerum Novarum*, l'encadrement est aussi de nature religieuse, notamment dans le cadre des patronages. En 1900, 4168 patronages catholiques, 90 patronages protestants et quelque 1500 patronages laïques sont recensés. Les patronages catholiques apparaissent dans les grandes villes où le détachement de la jeunesse ouvrière se fait particulièrement sentir ou est particulièrement craint. Les jeunes se voient proposer des distractions saines afin de les éloigner de l'influence délétère de la rue ou du cabaret. Le but est de former le jeune à la vie chrétienne et de cultiver les vertus naturelles : la sincérité, la politesse, l'honneur, etc. Dans ces organisations, la part des exercices religieux décroît. Des activités sportives sont proposées qui se diversifient progressivement : à la gymnastique, activité privilégiée à l'origine, s'ajoute le football. L'accent mis sur la pratique sportive reflète un changement dans les objectifs du patronage : il s'agit aussi de montrer que les catholiques, en ce qu'ils adhèrent à l'esprit de revanche, se considèrent comme partie intégrante de la nation. L'engouement pour les sports draine vers les patronages des dizaines de milliers de jeunes.

II – Être jeune de la Première Guerre mondiale au milieu des années 1950 : le temps des épreuves

1- Une hécatombe de la jeunesse : la Grande Guerre

a - Une jeunesse consentante ?

En 1912, les journalistes Henri Massis et Gabriel de Tarde font paraître sous le pseudonyme d'Agathon et sous le titre *Les jeunes gens d'aujourd'hui* une étude publiée d'abord en feuilleton dans l'hebdomadaire nationaliste *L'Opinion*. Prétendant réaliser le portrait de la jeunesse, les 18-25 ans appartenant à la « génération 1890 », Massis et Tarde dépeignent « le type nouveau de la jeune élite intellectuelle » qui aurait été animée par le « goût de l'action », la « foi patriotique » et « l'idéal esthétique de la guerre ». Le goût du sport aurait participé de ce nouvel état d'esprit conquérant. Si la déclaration de guerre de l'Allemagne suscite quelques démonstrations de jeunes nationalistes sur les grands boulevards, si de jeunes Français persuadés que la guerre sera courte devançant l'appel parce que c'est un événement qu'il ne faut pas manquer, s'il y eut des adolescents soldats qui voulaient suivre les traces de leur père et connaître la guerre, il semble que les jeunes Français aient accueilli gravement la guerre comme un devoir à accomplir ou l'aient suivi avec le conformisme et le fatalisme du « grand troupeau ». Chez les jeunes socialistes, l'assassinat de Jaurès suscite l'indignation mais ne remet pas en cause ce qui est vite formulé comme l'Union sacrée.

b – Les jeunes en guerre : une entrée violente dans l'âge adulte

Dans *Ceux de 14*, Maurice Genevoix a raconté son expérience de la guerre, celle d'un jeune homme de 24 ans frais émoulu de l'École normale supérieure. Si les tranchées et les restructurations des unités combattantes consécutives aux pertes des grands engagements favorisent une certaine mixité régionale et sociale, l'expérience de la guerre dépend des origines des jeunes en guerre et de leur affectation. Pour les jeunes ruraux, c'est le temps du dépaysement et de la découverte de nouveaux horizons sociaux et culturels. Si l'on peut reprendre les activités des campagnes (chasse, artisanat), l'arrière-front permet de s'initier aux divertissements urbains que sont le théâtre et le cinéma aux armées, au sport, principalement le football et le rugby. C'est aussi l'intégration dans l'univers masculin des poilus et ses dérivatifs : alcool, tabac, prostitution. Les combats forgent l'esprit de camaraderie et la solidarité même si les jeunes intellectuels peuvent considérer leurs hommes avec une certaine condescendance. Ils marquent fortement une jeunesse qui devenue pleinement adulte communie dans le pacifisme.

Comme les jeunes gens, les jeunes filles contribuent à l'effort de guerre. En 1914, une autre étude était publiée dans *L'Opinion* sous le titre *Les Jeunes Filles d'aujourd'hui*. Son auteur Amélie Gayraud, professeur dans le secondaire, décrivait l'état d'esprit de jeunes filles marquées par l'attachement au mariage, à la religion, à la patrie. Dès le mois d'août, celles-ci pallient le départ des pères et des frères dans les fermes. Elles sont ensuite requises dans les usines où elles travaillent comme munitionnettes. Même si l'activité féminine est forte en France avant la guerre, la part des femmes augmente pendant le conflit, notamment dans l'industrie où elle atteint 1/4 de la main-d'œuvre totale (1/3 en région parisienne). Pour les jeunes ouvrières, le travail dans les usines d'armement est aussi une entrée dans un monde jusque-là demeuré masculin. Les jeunes filles de la classe ouvrière peuvent échapper à la surveillance paternelle quand elles goûtent à la vie en groupe dans des cantonnements installés près des usines ce qui est moins le cas de leurs homologues paysannes toujours soumises à la surveillance des femmes du village ou de leurs frères non encore mobilisés et qui de surcroît sont souvent soumises à un labeur éreintant. La représentation de la petite midinette d'avant-guerre laisse la place à celle de la grande et forte munitionnette sur fond de cheminées d'usine. Si dans les usines, l'écart entre salaires féminins et masculins diminue, l'inflation ronge le pouvoir d'achat. Au printemps 1917, les grèves des midinettes et des munitionnettes diffusent

l'image d'une ouvrière combative et syndiquée. Toutefois, les jeunes ouvrières doivent faire face au raidissement de leurs camarades masculins qui affecte un mépris pour l'ouvrière docile. Enfin, beaucoup de jeunes filles s'engagent dans la Croix Rouge et contribuent à construire l'image de la jeune infirmière tout à la fois ange et mère et à établir un nouveau rapport entre les sexes. Le métier d'infirmière devient une profession honorable pour les jeunes filles des couches moyennes, qui les cantonnera toutefois une position subordonnée. « La blessure pour le médecin, le blessé pour l'infirmière », considèrent encore nombre de praticiens.

c – Le sacrifice de la jeunesse

Les jeunes ont été les premières victimes de la guerre. Ils constituent une grande partie des troupes fraîches supposées avoir plus d'allant. L'armée mobilise moins les hommes de plus de 30-40 ans qui sont souvent cantonnés dans les régiments de territoriaux actifs dans l'arrière-front. Si 18% des soldats français ont perdu la vie pendant le conflit, la mortalité de la classe 14, « ceux de 14 », c'est-à-dire les conscrits nés en 1894 et qui ont vingt ans, atteint 31 %, notamment parce qu'elle est engagée dans les premiers mois très meurtriers de la guerre et qu'elle est appelée à combattre pendant tout le conflit. La classe 1917 est, par comparaison, moins touchée. Si toutes les catégories sociales sont frappées, les jeunes ruraux et la jeunesse estudiantine le sont davantage. La première parce qu'elle est versée en priorité dans l'infanterie. Les étudiants car ils occupent des postes d'officiers subalternes. Les normaliens, par esprit de patriotisme et désir d'action, ont été particulièrement touchés. La moitié des étudiants des promotions de la rue d'Ulm en cours de scolarité (1910-1913) est tuée pendant la Grande Guerre, une proportion équivalente à celle des Saint-Cyriens. Versés dans l'infanterie, accédant au grade de sous-lieutenant, ils sont, en tant qu'officiers subalternes, plus exposés que les hommes de troupe. Le même constat est valable pour les instituteurs fraîchement émoulus des écoles normales.

Aux morts, il faut ajouter les blessés et mutilés. Plus de 1 500 000 Français ont été blessés pendant le conflit. On compte après 1918, un million de pensionnés pour invalidité dont 97 000 pour troubles respiratoires, 24 900 amputés d'une jambe, 61 200 mutilés fonctionnels, 42 000 aveugles ou borgnes dont une part importante sont des jeunes soldats. Sans compter les syndromes post-traumatiques que la psychiatrie commence à reconnaître. L'expérience de la guerre marque durablement cette « génération du feu » qui se retrouve dans l'entre-deux-guerres dans les grandes associations d'anciens combattants et communie dans le pacifisme des années 1930.

Si les jeunes filles ne sont directement frappées que lors des bombardements des villes françaises par l'artillerie ou l'aviation allemande, certaines d'entre elles doivent abandonner leur projet matrimonial du fait de la mort de leur fiancé ou, après la guerre, du fait de la raréfaction des candidats au mariage.

2 – Continuité et politisation : la condition des jeunes dans l'entre-deux-guerres

a– Sortie de guerre : entre grande leur levée à l'Est et désir d'amusement

Les jeunes gens les plus exaltés lors de leur départ au front ont vite déchanté comme en témoignent leurs carnets et lettres à l'image de ceux laissés par l'aspirant Laby. La révolution russe a donc été accueillie par un certain nombre de jeunes ouvriers et socialistes appartenant au courant minoritaire de la SFIO opposé à la guerre comme la « grande leur levée à l'Est ». Les grèves du printemps 1917 constituent le premier pas vers ce qui sera la conquête de la SFIO

et le ralliement à Moscou et aux 21 conditions. La création de la SFIC puis le processus de bolchevisation s'appuie sur de jeunes militants dont Maurice Thorez est l'archétype. Né en 1900, il adhère à la CGT et au Comité de la IIIe Internationale en 1919 et devient secrétaire du Nord en 1924. Même s'il est mal connu, le bolchevisme a une aura révolutionnaire qui séduit particulièrement les jeunes. C'est en premier lieu un langage révolutionnaire qui désigne clairement l'ennemi – le bourgeois, le profiteuse, le traître à la classe ouvrière. Les jeunes gens pétris d'idéalisme sont aussi attirés par le rigorisme moral qu'il propose. Il pose enfin la question du rapport aux générations précédentes, notamment aux sociaux-démocrates qui ont accepté la guerre. Les jeunes militants participent ainsi à la protestation contre la guerre du Rif et à l'agitation antimilitariste notamment sous le Cartel des gauches. Jeunesse et régénération révolutionnaire : le communisme bolchevique séduit aussi les avant-gardes artistiques. Mobilisés à l'âge de 20 ans dans les services de santé pendant le conflit, André Breton et Louis Aragon ont été au contact des traumatismes psychiques et physiques subis sur les champs de bataille. Leur adhésion au communisme va de pair avec leur volonté de rompre avec les codes littéraires et le rapport à l'existence des générations précédentes.

Au sortir de la guerre, tous les jeunes gens ne sont pas tentés par la rupture et la révolution. L'armée et ses chefs ont acquis un immense prestige, notamment auprès des adolescents de la bourgeoisie qui n'ont pas fait la guerre. Il s'agit aussi de trouver un travail et, pour les jeunes habitants du Nord-Est de participer à la reconstruction. On veut également se divertir et s'amuser. En 1923, le jeune écrivain Raymond Radiguet publie à seulement 21 ans, *Le Diable au corps*. Il y raconte la liaison pendant la guerre entre un adolescent et la femme d'un officier combattant sur le front. Education sentimentale d'un adolescent par l'épouse adultère d'un poilu, le roman fait scandale car il dépeint une jeunesse amoralisée détachée du devoir patriotique et du respect des « liens sacrés » du mariage. Les années folles sont aussi les années d'une jeunesse qui découvre le jazz, la liberté sexuelle, comme le raconte Maurice Sachs, jeune secrétaire de Jean Cocteau (il est né en 1906) dans *Au Temps du Bœuf sur le toit* (1939). La guerre a prouvé que le bonheur est fragile et qu'il vaut mieux vivre au jour le jour et renier une morale de l'abstinence. Le modèle peut être retrouvé pour les filles dans *La Garçonne*, le roman de Victor Margueritte dont elles empruntent la coiffure aux cheveux courts. Le corps des jeunes filles se libère : le sport féminin se développe – notamment le football au début des années 1920 - et peut revendiquer comme modèle Suzanne Lenglen dont la carrière, freinée par la guerre, repart en 1919 à l'âge de 20 ans. La mixité des loisirs favorise cette libération des corps : on danse sur des rythmes américains (charleston), on va au cinéma admirer les vedettes d'Hollywood qui ont profité du conflit pour s'imposer (Louise Brooks, Rudolph Valentino), on commence à sortir seule sans chaperon, on explore sa sexualité.

b – Permanences et évolution de la formation et de l'encadrement des jeunes

L'horizon d'attente de la jeunesse est toujours dépendant d'un système scolaire dualiste qui bouge peu. Même si le ministère de l'Instruction publique prend en 1932 le nom de ministère de l'Education nationale, les choses changent peu dans l'entre-deux-guerres. Pour six enfants sur 7, la seule école fréquentée est l'école primaire que l'on quitte jusqu'au Front populaire à 13 ans et même à 12 si l'on a obtenu le Certificat d'étude qui garde un grand prestige et reste très sélectif puisque seulement 50 % des adolescents sortant de l'école l'obtiennent. A la fin des années 1920, l'enseignement primaire compte environ 4,5 millions d'élève, le secondaire seulement 290 000. Toutefois, de premiers signes de démocratisation apparaissent. A partir de 1930, les frais de scolarité sont progressivement abolis dans le secondaire. Le primaire ne s'arrête pas au seuil du lycée. Les meilleurs élèves peuvent passer l'examen d'entrée en sixième et bénéficier d'une bourse ou continuer leur scolarité dans les écoles primaires supérieures ou

les cours complémentaires pour préparer le brevet élémentaire et tenter les concours des écoles normales à l'âge de 15-16 ans. Les élèves y passent trois ans et achèvent leur cursus en passant le brevet supérieur. Les meilleurs intègrent après concours les ENS de Fontenay-aux-Roses et Saint-Cloud. L'entre-deux-guerres est marquée par une féminisation du corps des enseignants du primaire qui avait commencé pendant le premier conflit mondial. En 1930, 65 % sont des femmes, signe que pour les jeunes filles cette voie peut être celle de la promotion sociale et de l'émancipation même si l'endogamie est souvent la règle. L'enseignement primaire mène aussi à des enseignements techniques et commerciaux dans les Ecoles pratiques de commerce et d'industrie (EPCI) et peut même, après un passage dans les Ecoles nationales professionnelles, conduire aux quatre écoles nationales d'Arts et Métiers.

Si l'enseignement secondaire qu'il soit public ou privé reste l'apanage de la bourgeoisie, puisqu'en 1945 seuls 3,7% des filles et 4,8% des garçons obtiennent le baccalauréat, l'entre-deux-guerres voit une progression des effectifs féminins. A partir de 1924, le cursus et le programme du secondaire féminin sont rendus identiques à ceux du secondaire masculin et le droit à préparer le baccalauréat est officiellement reconnu aux filles. Cela permet à un petit nombre d'entre elles d'entrer dans l'enseignement supérieur et de s'assumer sans avoir à espérer un mariage. Le parcours de Simone de Beauvoir qui obtient le baccalauréat au cours Désir, avant de passer l'agrégation de philosophie et de devenir professeur dans les années 1930, témoigne de l'émancipation à laquelle peuvent mener les études secondaires.

Hors de la famille, de l'école ou du travail, la vie des jeunes de l'entre-deux-guerres se déploie dans des institutions d'encadrement qui étaient nées avant-guerre. Il s'agit de surveiller et aussi d'apprendre à devenir autonome dans un cadre contrôlé. Le fait que depuis 1931, la population urbaine l'emporte sur la population rurale en France renforce sans aucun doute ce besoin d'organisation permettant aux jeunes de sortir, mais pas à n'importe quelle condition, de leur environnement.

Le scoutisme connaît un fort développement dans l'entre-deux-guerres et sert aussi de modèle pour l'éducation active de la jeunesse. C'est d'abord un mouvement protestant avec les Eclaireurs de France avant-guerre, qui s'ouvre aux catholiques avec les scouts et guides catholiques (1920 et 1923). On compte plus de 50 000 scouts garçons en 1930. La valorisation de la nature est au cœur de l'expérience scout : elle représente une sorte de défi à surmonter, une réalité à maîtriser pour devenir un homme c'est à dire être capable de vivre selon ses propres moyens. C'est aussi un costume qui dévoile le corps : short et chemise à col ouvert pour les garçons. La séduction qu'il exerce parmi les jeunes repose sur la transformation de l'exercice en jeu et l'exercice de l'autonomie. Le scoutisme constitue en effet une société de jeunes, conçue pour eux, gérée par eux. L'adulte s'efface devant une hiérarchie autonome marquée par des signes (badges et des gestes).

Apparues avant 1914, les colonies de vacances se développent autour d'organismes laïques et confessionnels. La plupart toutefois s'arrêtent à 14 ans, âge après lequel on ne supporterait plus la discipline. A partir des années 1930, elles s'inspirent de l'organisation scout en se structurant en patrouilles et en adoptant les jeux. C'est dans les mouvements d'action catholique que l'influence scout est la plus sensible : on reprend la pédagogie de l'équipe et de la prise de responsabilités, on pratique le camp, la veillée. Si la troupe scout se recrute sur une base géographique, celle de la paroisse, l'action catholique recrute sur une base sociologique et est spécialisée, tout en refusant la mixité. En 1927 est créée la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), suivie de la JOCF en 1933, La Jeunesse agricole chrétienne l'est en 1929, la JACF en 1933. En 1929 a été fondée la Jeunesse étudiante chrétienne suivie de sa section JF l'année suivante. En 1933, la JOC revendique 50 000 adhérents. La JEC en compte 20 000 en 1936. JOC et JAC

sont davantage en contact avec le monde adulte via le travail. La JEC occupe davantage l'espace indéterminé de la jeunesse et doit préparer ses membres à occuper des fonctions d'encadrement.

c – Être jeune au temps de la crise et du fascisme

Au milieu des années 1930 la pyramide des âges porte les stigmates de l'effondrement de la natalité enregistré entre 1915 et 1919 : par rapport à l'avant-guerre les naissances passent en moyenne de 770 000 à 446 000 par an. Un creux se dessine nettement pour les jeunes entre 15 et 20 ans qui affrontent la réalité de la crise économique. Si celle-ci intervient plus tardivement en France, essentiellement à partir de 1932, le pays compte plus d'un million de chômeurs recensés en 1935. La crise touche tout particulièrement les ouvriers. Si les plus vieux ouvriers sont les premiers licenciés, tout comme les étrangers, les jeunes pâtissent aussi de la stabilisation de la classe ouvrière la plus mûre et les jeunes filles de la préférence donnée aux hommes. Pour les jeunes ruraux tentés par l'exode rural, les horizons se rétrécissent. La vie quotidienne devient plus difficile et les consommations se limitent souvent aux besoins essentiels.

Le temps de la crise est aussi celui du « champ magnétique du fascisme ». Le fascisme italien et le nazisme célèbrent la jeunesse et, pour la contrôler et l'endoctriner, ont mis en place de puissants mouvements comme les *Opera nazionale Balilla* ou la *Hitlerjugend*. En France, les ligues d'extrême-droite ont certes leurs formations de jeunesse comme les Camelots du Roy pour l'Action Française, certaines invoquent même la jeunesse comme les Jeunes Patriotes de Pierre Taittinger, mais elles ne concernent qu'une partie des étudiants les plus politisés. Bien souvent, les jeunes sont identifiés et regroupés pour leur vigueur physique afin de tenir la rue. La ligue la plus en vue, les Croix de Feu, ne dispose pas de formations spécifiques. Toutefois, si les jeunes sont intégrés au groupe des Volontaires nationaux, une organisation de loisirs sportifs est créée en 1934 au sein des Croix de feu. Face à ces organisations, les jeunesses communistes jouent un rôle capital dans le PCF même si c'est surtout à partir de 1945 qu'elles deviennent importantes sur le plan sociologique. Au sein de la SFIO, les jeunesses socialistes rassemblent 55 000 membres en 1937 en plein Front populaire. Mais son organisation conçue sur le modèle scout, les Faucons rouges, à partir de 1932 n'a rien d'un mouvement de masse (2000 adhérents en 1940).

La question de la jeunesse constitue toutefois une dimension très importante de la politique du Front populaire. Sont d'abord concernés les jeunes des classes populaires et des milieux ouvriers éprouvés par la crise. Le projet éducatif et le programme de loisir du gouvernement de Léon Blum, mené par le ministre de l'Éducation nationale Jean Zay et par Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux sports et aux loisirs, doit changer la vie et les horizons de la jeunesse. D'abord dans ses perspectives d'avenir via les études. Toutefois, si l'âge de la scolarité obligatoire est porté à 14 ans, le projet d'unification du primaire et du secondaire fait long feu sous l'effet des conservatismes conjugués des instituteurs et professeurs de lycée. Dans le domaine des loisirs, les réalisations sont plus effectives. Le Palais de la Découverte ouvert pour l'Exposition internationale de 1937 propose une pédagogie ludique pour l'apprentissage des sciences. Il s'agit en effet d'encadrer l'extension du temps de loisir consécutif aux lois établissant les 40 heures et les deux semaines de congés payés. Si l'image d'un couple de jeunes ouvriers partant en tandem en vacances est devenue emblématique des réformes du Front populaire, Lagrange entend aussi démocratiser certains sports comme le ski, le vol à voile ou le tennis, tout en promouvant la marche à pied, la natation et le cyclotourisme. Les jeunes salariés peuvent bénéficier à partir de 1937 du billet SNCF de congés payés – dits billets Lagrange. Surtout, le Front populaire développe largement le mouvement des Auberges de Jeunesse dont

le nombre passe de 250 établissements en 1936 à 800 en 1939. L'auberge de jeunesse se veut un lieu utopique dans lequel les relations sociales traditionnelles disparaissent devant la camaraderie et la vie collective. On veut aussi développer la pratique sportive des jeunes. Pour donner le goût du sport à la jeunesse, Lagrange crée en 1937 le Brevet sportif populaire (BSP), composé d'épreuves simples, accessibles aux filles et aux garçons (courir, sauter, grimper), et dont la réalisation donne droit à une médaille et à un diplôme. Il s'appuie aussi sur des fédérations affinitaires amies telles que la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) née en 1934 de la fusion des fédérations sportives et socialistes et sur l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP). Dominée par les communistes, la FSGT voit ses effectifs passer de 18 000 licenciés en 1934 à 100 000 en 1938.

3 – De la Seconde Guerre mondiale au début des trente glorieuses

a – Subir l'entreprise de moralisation de la jeunesse de l'Etat français

Le redressement et la moralisation de la jeunesse représente une préoccupation majeure du régime de Vichy. Dès l'été 1940, est établi un secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports dirigé par Jean Ybarnégary. L'embrigadement et le renforcement des corps et des esprits, ainsi que l'apprentissage de l'effort physique, participent en effet du projet redressement national et de moralisation de la jeunesse qui prend vite le nom de « révolution nationale ». Ce dessein passe par la réforme de l'école et la lutte contre les « mauvais maîtres » qui sont considérés comme les responsables de la défaite de mai-juin 1940.

En apparence, les horizons scolaires se ferment à nouveau pour les jeunes gens des classes populaires. L'Etat français entend revenir sur la gratuité de l'enseignement secondaire qui avait été progressivement introduite à partir de 1930. La loi Carcopino du 14 août 1941 rétablit les frais de scolarité pour le second cycle et les classes préparatoires et rend obligatoire le latin et le grec dans trois sections du secondaire. Toutefois, Vichy transforme les Ecoles primaires supérieures en collèges modernes qui ne préparent que la première partie du baccalauréat mais contribue paradoxalement à éroder la dualité du système d'enseignement français. Quant aux écoles normales d'instituteurs, elles sont fermées. Il s'agit aussi de redonner le goût de l'action et du concret à la jeunesse et de lutter contre une culture « pseudo-livresque ». A cette fin, une nouvelle discipline est créée : l'éducation générale et sportive placée dont sont responsables des professeurs de lettres dans les lycées et qui dépend du Commissariat général à l'éducation générale et sportive (CGEGS) placé sous la direction de l'ancien tennisman Jean Borotra entre 1940 et 1942. Les horaires d'éducation physique augmentent jusqu'à neuf heures par semaine avant d'être ramenés à cinq heures en raison du rationnement alimentaire. En 1941, une épreuve facultative d'éducation physique est inscrite au baccalauréat. Une vaste politique de construction de stades est aussi lancée. La pratique sportive croît pendant l'Occupation notamment chez les jeunes filles. Signe d'affirmation de la jeunesse, la pratique du sport vient aussi compenser l'interdiction par le régime de certains lieux de sociabilité juvénile comme le bal.

Même si Vichy ne crée aucune organisation de jeunesse dépendant d'un parti unique à l'image de la Hitlerjugend, le régime met sur pied un Secrétaire général à la Jeunesse, au sein de l'organisme dirigé par Ybarnégary, et dirigé par Georges Lamirand, l'un des directeurs de Renault et disciple de Lyautey, et deux structures d'encadrement initialement pour occuper les milliers de jeunes que l'exode avait laissés désœuvrés les Compagnons de France et les Chantiers de jeunesse. Les Compagnons de France emploient à des tâches socialement utiles des jeunes de 14 à 20 ans. Les Chantiers de jeunesse sont restés plus célèbres. Ils naissent dès

juillet 1940 pour ne pas renvoyer dans leurs foyers les jeunes gens incorporés au début de juin. Dirigés par le général La Porte du Theil, les chantiers encadrent des jeunes gens âgés de vingt ans et donc théoriquement mobilisables. Regroupés en chantier comprenant 10 équipes de 12 hommes, chacune placée sous l'autorité d'un chef du même âge, les jeunes doivent faire un séjour de six à neuf mois dans des camps installés dans la nature. La toilette torse nu à l'eau froide, les travaux forestiers et agrestes, les exercices physiques de la méthode naturelle, ainsi que les conférences doivent donner une formation morale, apprendre le sens de l'honneur et du patriotisme à plus de 100 000 jeunes. Dans les faits, c'est souvent l'ennui qui est ressenti par les jeunes des chantiers jusqu'au début de 1944.

Il s'agit enfin de former les futurs chefs et cadres. Sur le modèle de camps-écoles scouts, Vichy multiplie les écoles de cadres. On en compte plus d'une centaine dont trois nationales, celle d'Uriage étant la plus connue. Dirigée par Pierre Dunoyer de Segonzac, elle constitue une antichambre à la Résistance et au maquis du Vercors.

b – La guerre des jeunes entre zone grise, résistance et collaboration

Pour beaucoup de jeunes, les nécessités du quotidien l'emportent sur beaucoup d'autres considérations. Certains, réfractaires à tout idéal, préfèrent se cantonner dans une attitude de dissidence. Vers 1943, c'est la naissance du mouvement zazou marquée par l'adoption de comportements tribaux et de signes de reconnaissance vestimentaires, capillaires ou musicaux. Souvent issus des beaux-quartiers, ces filles et garçons affectent un comportement cynique et affichent leur goût pour le jazz. Ils subissent vite les foudres de la répression, notamment celle des Jeunesses populaires françaises l'organe de jeunes du PPF qui autour du mot d'ordre « Scalpez les tous », montent des guet-apens et passent à tabac les malheureux zazous tombés entre leurs mains.

Toutefois, des jeunes entrent dans l'opposition active dès l'appel du 18 juin. Ils ressentent l'armistice comme un déshonneur et le fait de poursuivre le combat comme un devoir moral. C'est le cas de Daniel Cordier qui à l'âge de 19 ans gagne l'Angleterre et devient par la suite le secrétaire de Jean Moulin. Ou de Pierre Clostermann qui quitte le Brésil et l'Amérique du Nord pour s'engager à 21 ans dans la Royal Air Force et devenir l'un des as français de la Seconde Guerre mondiale. Sur le territoire français, ce sont les lycéens et étudiants parisiens qui expriment les premiers dans la rue leur refus de l'occupation allemande en convergeant vers la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, environ 200 des 2000 participants sont arrêtés par la police française et les forces d'occupation. L'invasion de l'URSS en juin 1941 apporte à la Résistance les jeunes militants du PCF. C'est Pierre Georges, connu ensuite sous le nom de colonel Fabien qui à l'âge de 22 ans exécute le premier attentat contre un soldat allemand stationné en France en août 1941. Parmi les premières victimes des représailles allemandes, on compte Guy Môquet, un jeune militant communiste arrêté après l'interdiction du PCF en septembre 1939, et fusillé à Châteaubriant avec 27 autres otages en octobre 1941. L'instauration du Service du travail obligatoire (STO) en février 1943 nourrit les rangs de la résistance en favorisant la constitution des maquis. Tous les hommes nés entre le 1^{er} janvier 1920 et le 31 décembre 1922 doivent partir pour l'Allemagne. Au début de 1944, ils sont plus de 650 000 à être en Allemagne. Les réfractaires se cachent, quelques-uns cherchent à gagner l'Afrique du Nord et l'Angleterre ou rejoignent les maquis en cours de formation dans le Massif Central, le Jura ou les Alpes. D'autres jeunes peuvent être aussi tentés par la Collaboration et rejoindre les rangs de la milice créé en janvier 1943. Le film *Lacombe Lucien* (1974) de Louis Malle a décrit de manière polémique le parcours d'un jeune campagnard de 17 ans qui veut devenir résistant mais finit par se mettre aux ordres de la Gestapo. Et les jeunes filles dans tout cela ? Elles

servent surtout comme agents de transmission ou de renseignements, parce qu'elles apparaissent comme moins suspectes et que les actions militaires sont réservées aux hommes. Jeannie Rousseau qui n'a pas vingt ans devient interprète dans un organisme économique qui travaille avec les services allemands. Elle est aussi Amniatrix dans le réseau Alliance. « J'ai pu agir – se souvient-elle – sans grand risque. J'étais là, dans les jambes des Allemands avec une natte sur le côté et un air de jeune fille bonasse. » Si ces jeunes filles et femmes nourrissent un sentiment d'égalité dans le danger, celui-ci s'estompe dans les maquis. Elles y servent surtout pour les opérations de ravitaillement et de renseignement.

Un certain nombre de ces jeunes gens payent de leur vie ou d'une période d'enfermement leur engagement. Mais leur sort est sans commune mesure avec celui des parias de Vichy et de l'Occupation que sont les jeunes gens d'origine israélite dont les horizons sont d'abord bouchés par les deux statuts des Juifs et dont les conditions sont rendues précaires par l'exclusion sociale et professionnelle que décrètent ces deux textes législatifs. A partir de l'été 1942, ils sont pris dans les rets de la déportation à l'image de la lycéenne Simone Jacob, future Simone Veil, arrêtée à Nice en mars 1944 et déportée avec sa famille à Auschwitz-Birkenau. Certains rejoignent des organisations résistantes comme les FTP-MOI et mènent une lutte armée contre l'occupant allemand. Sur les 23 fusillés du groupe Manouchian 11 ont entre 18 et 22 ans.

c – Libération et jeunesse

Les troupes des Forces françaises de l'intérieur (FFI) sont largement composées de jeunes gens qui posent fièrement mitraillette Sten ou fusils à l'épaule. La normalisation de l'action des groupes résistants a pour conséquent la mise à l'écart des jeunes filles. D'ailleurs les troupes des FFI sont amalgamées dans la Première Armée de De Lattre, que rejoignent aussi de jeunes Français qui, comme Valéry Giscard d'Estaing alors âgé de 18 ans, veulent participer à la campagne d'Allemagne. Les jeunes gens font aussi partie des résistants de la dernière heure et quelques-uns participent aux règlements de compte de la Libération ou en sont victimes comme les jeunes filles tondues dans la rue parce qu'elles sont soupçonnées d'avoir pratiqué la collaboration « horizontale ».

Période dangereuse et tragique, la Libération est aussi un moment de joie pour des jeunes qui voient les interdits de Vichy, notamment le bal, tomber. C'est aussi la déferlante américaine. Les GI's sont quatre fois plus nombreux que le contingent américain de 1918. Les jeunes filles et jeunes femmes jouent un rôle important dans les contacts avec les libérateurs d'autant que le commandement américain s'est montré moins puritain que pendant la Première Guerre mondiale en garnissant les paquetages de leurs soldats de préservatifs. Nombre de liaisons et de mariages sont noués et une bonne part des 120 000 *GI's brides* ramenées aux Etats-Unis sont françaises. Pour les jeunes Français qui ont subi les restrictions alimentaires et la pauvreté matérielle depuis 1940, l'armée américaine apparaît comme une « caravane publicitaire de la jeunesse, de la puissance et de la richesse ». Les GI's souvent décontractés et avenants n'ont pas hésité à faire profiter leurs contemporains des cigarettes Amel ou Philip Morris, des chewing gums Wrigley, du corned beef ou des jus de fruit en boîte, café, etc. qui viennent alimenter le marché noir où les jeunes sont, souvent par nécessité, très actifs. L'American way of Life séduit les plus jeunes quand les adultes se montrent parfois réticents.

III-1945 à nos jours : être jeune, une position influente dans la société ?

1 – Être jeune de la reconstruction à l'aube des trente glorieuses

a – Le jeune, un délinquant ?

Il n'y a pas de rupture majeure entre Vichy et le Gouvernement Provisoire de la République Française du point de vue de la politique de la jeunesse. L'administration constituée sous Vichy pour administrer sport et jeunesse perdure. Il est toujours question de renforcer et moraliser la jeunesse avec des buts idéologiques distincts. La première préoccupation est celle de la santé : en 1945, 30% des enfants et adolescents sont plus petits et plus maigres que ceux de 1938 et la tuberculose menace toujours. Le rationnement en vigueur jusqu'en novembre 1949, réserve donc à une catégorie particulière, les J3, composée des femmes enceintes et des adolescents, des rations alimentaires un peu plus élevées. L'inquiétude est aussi morale. Les temps de l'Occupation et la Libération sont marqués par une hausse de la délinquance juvénile. Le marasme économique, l'accoutumance à l'illégalité, l'éclatement des familles provoqué par l'éloignement des pères retenus prisonniers en Allemagne, la pratique générale du marché noir favorisent la montée de l'incivisme et de la criminalité parmi la jeunesse. Le phénomène touche même les rejetons de la bourgeoisie. Les méfaits de gangs de lycéens alimentent la rubrique des faits divers. Une vingtaine d'élèves du lycée Buffon sont arrêtés pendant l'hiver 1944-45 pour divers trafics. C'est l'époque où le jeune François Truffaut commence à « mal tourner » et fait un séjour en maison de correction dont il tirera l'argument des *Quatre Cents coups*. Pour la France entière, les mineurs poursuivis passent de 21 400 à 35 000 en 1942. En 1946, la délinquance juvénile aurait été quatre fois supérieure à celle de 1939. Il s'agit d'une sorte de fureur de vivre compensatoire qui s'exprime aussi dans les caves de Saint-Germain des Prés notamment au Tabou où l'on danse de frénétiques be-bop avec Juliette Gréco accompagnée par Boris Vian à la « trompinette ». Les étudiants découvrent l'existentialisme au moment où l'influence de Jean-Paul Sartre explose.

La justice cherche à s'adapter à l'augmentation de la délinquance juvénile, avec l'ordonnance du 2 février 1945 qui pose le principe de la soustraction des mineurs aux juridictions pénales de droit commun. L'enfance délinquante nécessite d'être protégée en même temps que punie, et le particularisme de sa situation exige d'en confier le traitement à des magistrats spécialisés, tant au stade de l'instruction qu'à celui du jugement.

b – Etre jeune et communiste

Le Parti communiste est le grand vainqueur de la Libération. Première force politique de France, il revendique le titre de « parti des 75 000 fusillés » et capitalise sur le prestige de l'Armée rouge. La victoire a redonné du crédit au modèle soviétique au moment où l'on aspire à la justice sociale. Une partie des jeunes intellectuels ou étudiants, est particulièrement sensible à la propagande soviétique. Les élèves des ENS sont souvent encartés comme Emmanuel Leroy Ladurie ou Annie Kriegel. L'influence communiste s'exerce aussi par la presse notamment l'organe de l'Union de la jeunesse républicaine de France – nouveau nom des Jeunesses communistes – qui paraît à 200 000 exemplaires. L'organisation compte environ 250 000 membres en 1945.

Les débuts de la Guerre froide renforcent le crédit du communisme chez une partie de la jeunesse qui s'engage dans le Mouvement de la Paix et répond à l'Appel de Stockholm en mars 1950. Les jeunes communistes participent aux Caravanes de la paix, récitent les poèmes d'Aragon et d'Eluard, reproduisent et affichent les Colombes de la paix de Picasso. En 1952, ils participent aux manifestations contre la venue du général américain Ridgway accusé d'avoir utilisé des armes bactériologiques en Corée ou au mouvement en faveur des époux Rosenberg exécutés pour espionnage en 1953. Les plus jeunes peuvent lire l'hebdomadaire illustré *Vaillant*

dans lequel Pif le Chien fait son apparition en 1952. Les loisirs peuvent être occupés par les multiples activités que proposent les municipalités des banlieues rouges, notamment la FSGT qui peut afficher pour modèle les athlètes socialistes comme le Tchécoslovaque Emil Zatopek.

c – les horizons de la jeunesse au seuil des trente glorieuses

Le préambule de la constitution de la IV^e République semble ouvrir de nouveaux horizons pour la jeunesse : « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, les droits égaux à ceux de l'homme. La nation garantit l'égal accès de l'enfant à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public et laïc à tous les degrés est un devoir de l'Etat. » Les projets éducatifs de la Résistance avaient repris pour partie ceux de Jean Zay. Ils ont dénoncé un enseignement trop intellectualiste et un secondaire trop élitiste. Le rapport Durry (août 1944) préconise une scolarité obligatoire portée à 18 ans, la gratuité totale du lycée, la suppression des barrières entre enseignement primaire et lycée (examen d'entrée en sixième, petites classes, latin). En novembre 1944 est créée la commission Langevin-Wallon pour réformer le système éducatif. Il s'agit de le démocratiser, de s'adapter à l'évolution des structures économiques et de préparer l'entrée des femmes sur le marché du travail. Ecole unique, méthode active, ouverture du lycée au plus grand nombre de filles et de garçons, le plan Langevin-Wallon est présenté en 1947 mais pas mis en œuvre. De 1948 à 1956, plus de 14 projets de réforme sont pensés et enterrés. En apparence, la dualité du système français perdure de même que les inégalités sociales. Être un jeune ouvrier c'est vivre dans des conditions assez dures malgré le développement de la protection sociale et des transferts sociaux, notamment les allocations familiales et la sécurité sociale. Jusqu'en 1955, 50 à 60% des dépenses ouvrières sont encore consacrées à l'alimentation. L'appel de l'abbé Pierre pendant l'hiver 54 rappelle les difficultés du logement et l'existence de bidonvilles où vivent de nombreux jeunes.

Toutefois, de manière presque invisible, les perspectives s'élargissent pour les jeunes. Les Centres d'apprentissage qui délivrent le CAP (900 en 1944), la section technique créée au baccalauréat en 1946, l'essor des cours complémentaires qui préparent au BEPC ou encore la section M' qui prépare à un baccalauréat scientifique sont autant de moyens pour obtenir ensuite un emploi qualifié dans une économie française qui se reconstruit puis se modernise, et aspirer ainsi à une forme d'ascension sociale. Dès 1950, Jean Fourastié, un centralien enseignant au CNAM demande que l'on forme « les centaines de milliers d'enfants et de jeunes gens que le progrès technique libère du travail physique. Il faut comprendre que la civilisation de 1960 comportera normalement l'accession à l'enseignement secondaire de la population tout entière ». L'évolution touche aussi le lycée dont les effectifs féminins augmentent fortement. On veut aussi revoir le lycée caserne et donner plus d'espace aux élèves. Les effectifs des cours complémentaires passent de 152 800 élèves en 1945 à 410 300 en 1958 dont un tiers d'enfants d'ouvriers. Le premier cycle du secondaire voit ses effectifs croître de plus de 100%. Si 8% d'une classe d'âge passe par le lycée en 1947, c'est 20% en 1958.

Dans les années 1950, selon les milieux sociaux, l'argent de poche devient une pratique courante. Les jeunes sont des consommateurs qu'il faut séduire et canaliser, et la publicité commence à s'adresser directement à eux. Pour les jeunes encore nombreux qui arrivent tôt sur le marché du travail, elle propose l'achat de vêtements, de produits de beauté, de disques. Entre 1949 et 1959 des dépenses « culture et loisirs » augmente de 66%, et 47,5% de la production de livres consiste en des publications pour la jeunesse en 1960. Mais l'accès à la culture et aux médias passe d'abord par la radio. En 1958, la France compte 11 millions de récepteurs radio (920 000 pour la télévision) L'écoute est encore familiale mais on assiste à un premier

développement des postes à transistor qui permettent de transporter la radio dans sa chambre ou même dans la nature : leur nombre passe de 260 000 en 1958 à 2 215 000 en 1961. Les transformations de la culture des jeunes passe ainsi par les innovations technologiques importées d'outre-Atlantique. Le disque microsillon est inventé en 1948. Les 33 et 45 tours remplacent les 78 tours favorisant la diffusion du jazz, puis du rock. Ces disques joués sur des électrophones portatifs comme ceux de la marque française Teppaz permettent aussi d'organiser les premières surprises-parties. Les jeunes sont friands de culture américaine. Les accords Blum-Byrnes (1946) ont rouvert l'accès des salles de cinéma aux films américains. A côtés des superproductions américaines sortent sur les écrans français des films évoquant la culture jeune comme *The Blackboard Jungle*, *Graine de violence* (1955), dont la musique fait entrer le rock'n roll en France avec le titre *Rock around the clock* de Bill Haley and the Comets. La circulation de la culture américaine est favorisée en France par les bases américaines présentes sur le territoire avant 1966. Toutefois, elle est aussi considérée avec méfiance. La loi de juillet 1949 a établi un régime protectionniste qui vise les bandes dessinées américaines et crée un label 100% français. Auprès des jeunes adolescents Mickey est supplanté par Tintin, Spirou Blake et Mortimer Alix, etc. De même, au cinéma, les modèles ne sont pas seulement américains : Gérard Philippe enthousiasme autant sur les planches du TNP ou en jouant le rôle du Cid au festival d'Avignon que pour son rôle dans *Fanfan la Tulipe* (1952). Dans *Et Dieu créa la femme* (1954), Brigitte Bardot devient un mythe planétaire et incarne une sexualité féminine libre et conquérante. Dans un autre genre, le roman de François Sagan publié à 18 ans *Bonjour Tristesse* (1954) célèbre la liberté – notamment sexuelle - des jeunes filles.

2 - Être jeune dans les années soixante

a. Le lycéen et l'étudiante : un nouveau statut pour la jeunesse

Les jeunes des années 1960 ont vécu une expérience sans précédent : celle de l'explosion scolaire. Le nombre d'élèves poursuivant leurs études triple en moins de 10 ans et le lycée devient le nouveau lieu de vie des adolescents ainsi qu'une référence pour la société entière. En 1966, 61% des jeunes poursuivent leurs études après 16 ans. L'augmentation du nombre d'étudiants à l'université est plus lente. On compte 125 000 étudiants en 1945 et 440 000 en 1967. Cette explosion scolaire est la conjonction de deux phénomènes : une croissance démographique due à la reprise de la natalité depuis la fin des années quarante et une politique de démocratisation scolaire qui doit accompagner la croissance et les mutations économiques en offrant une main-d'œuvre mieux formée. En 1963, C. Fouchet décide de créer les Collège d'enseignement secondaire faisant du collège le cadre unique des 11-16 ans.

Toutefois, elle ne doit pas faire oublier la persistance des inégalités dont les jeunes sont particulièrement conscients. Le livre de Pierre Bourdieu et André Passeron *Les Héritiers* souligne qu'un enfant d'ouvrier à 1,4 chances sur 100 d'entrer à l'Université contre 85 pour un enfant de cadre. Ces inégalités sont dénoncées par les jeunes qui, en 1968 stigmatisent, par exemple, la sélection à l'entrée de l'université. Dans les campagnes ou les quartiers populaires, les CEG ou collèges d'enseignement général, héritiers des cours complémentaires, préparent surtout à des formations courtes ou aux baccalauréats techniques. Une part importante des jeunes continue de travailler précocement. En effet, c'est entre 14 et 25 ans que s'effectue l'insertion dans la vie active. En 1962, 1,5 million de jeunes hommes et 1,4 million de jeunes filles sont au travail. En 1966, 46% des garçons âgés de 16 ans travaillent déjà et 33% des filles. En 1968, un ouvrier sur quatre a moins de 25 ans. Une enquête IFOP menée en 1961 révèle que trois jeunes sur quatre travaillent plus de 40 heures et un sur deux plus de 45 heures.

b. Les signes extérieurs de jeunesse

Dans les années 60, les jeunes tentent de plus en plus de se distinguer de leurs aînés. La jeunesse acquiert un langage et une culture qui lui sont propres. En témoigne en premier lieu l'apparition d'une mode pour jeune. Le jean et la minijupe puis les cheveux longs pour les garçons. La mode est plus ou moins dictée par les chanteurs ou les stars populaires parmi les jeunes. Au début des années 60, la radio conquiert le public jeune. L'essor de la jeunesse comme groupe social est donc indissociable de l'épanouissement de la société de consommation qui accompagne l'augmentation du niveau de vie durant les « Trente Glorieuses ». En 1961, 67% des 16/24 ans écoutent la radio tous les jours. L'émission phare *Salut les Copains* est lancée en 1959. La radio favorise les achats de disques (les jeunes représentent 70% des acheteurs) et contribue à lancer les chanteurs pour jeunes comme Johnny Halliday ou Claude François. Se développe également une presse pour jeunes. En juillet 1962 sort le mensuel *Salut les Copains* qui en 1964 est lu par 2/3 des 15-24 ans.

Les politiques publiques lancées sous le général de Gaulle veulent répondre à ces aspirations tout en cherchant à canaliser voire contrôler la jeunesse à l'heure où les « blousons noirs » font réapparaître le spectre de la violence juvénile. Maurice Herzog, le vainqueur de l'Annapurna en 1950, exploit qui avait fait la une du monde entier, est nommé en octobre 1958, Haut-Commissaire à la Jeunesse et aux Sports. Le régime gaullien lance aussi une vaste campagne de construction d'équipements sportifs et favorise la pratique du sport dans le milieu scolaire. Les jeunes français apprennent à nager, s'inscrivent dans les clubs sportifs et de jeunes championnes comme la nageuse Christine Caron ou l'athlète Colette Besson incarnent cette sportivisation de la jeunesse. Mais le haut-commissariat qui devient ensuite secrétariat a aussi et d'abord pour mission d'encadrer la jeunesse. Il accompagne la politique de démocratisation culturelle en lançant des équipements permettant à la jeunesse de s'exprimer : les Maisons de la jeunesse et de la culture (MJC). On compte une centaine de MJC à la fin des années 1960 où les jeunes peuvent s'initier à la photographie, organiser des booms, et jouer du rock. Si les yéyés ont constitué une forme d'acculturation à la musique et la culture des *teenagers* anglo-saxons, beaucoup de jeunes préfèrent la version originale proposée Elvis Presley, les Beatles et les Rolling Stones et les groupes des années 1970. A partir de 1966, ils peuvent lire le mensuel *Rock & Folk*. La musique rock s'imisce aussi dans la culture communiste notamment lors de la Fête de l'Humanité qui accueille de grands groupes anglo-saxons comme les Who en 1978 ou les Pink Floyd en 1970. La culture jeune est aussi influencée par les contre-cultures. Les modèles traditionnels de la bande dessinée doivent compter avec la concurrence d'hebdomadaires influencés par des modèles plus irrévérencieux comme *MAD*. C'est *Pilote* fondé en 1959, ou *Fluide glacial* en 1975. Le personnage du grand Duduche de Cabu (1963) représente une jeunesse cherchant à s'affranchir des cadres contraignants du système éducatif et du monde des adultes.

Si les signes extérieurs de jeunesse existent bien et si la société de consommation contribue à homogénéiser les pratiques culturelles et sociales de la jeunesse, celles-ci sont encore dictées ou déclinées selon le milieu. Le tennis ou l'escrime restent l'apanage d'une élite. De même, les vacances : 65% des 15-25 ans ont déjà fait un voyage de plus d'une semaine, mais 33% des ruraux et 38% seulement des ouvriers sont allés à l'étranger contre 61% des étudiants.

c. Nouvelles pratiques amoureuses

Nouvelles sociabilités et nouveaux loisirs favorisent nouvelles relations filles-garçons et l'essor nouvelles pratiques amoureuses. Le flirt devient une pratique de masse. L'amour entre célibataires n'est plus seulement corrélé aux perspectives matrimoniales, il devient pour les adolescents une expérience en soi, incontournable et sans laquelle la vie ne vaut pas la peine d'être vécue. L'âge des premiers rapports sexuels est avancé et se décale par rapport au mariage. En 1930, les garçons entrent dans la sexualité vers 18, 5 ans (17,8 à la fin des années soixante) et les filles à 21, 7 ans (18, 7 ans à la fin des années soixante). Mais chez une partie des jeunes filles, notamment dans les milieux modestes (employées, commerçants, agriculteurs), l'attachement à la virginité au mariage est important.

2- Jeunesse rebelle et contestataire

a. Jeunesse et engagement durant la guerre d'Algérie

Si des jeunes gens, souvent considérés comme des « têtes brûlées », se sont engagés dans la guerre d'Indochine ou la guerre de Corée par anticommunisme ou désir d'action, la guerre d'Algérie replonge une partie plus importante de la jeunesse dans la guerre. Les démobilisés qui sont rappelés en 1955, puis l'année suivante les appelés du contingent sont envoyés en Algérie. La guerre d'Algérie devient une guerre de jeunes qui bouleverse l'existence non seulement des appelés mais celle de leurs amies et fiancées qui sont confrontées à la perspective d'un éloignement pouvant aller jusqu'à 30 mois et du danger qui l'accompagne. Le refus de quitter un emploi, d'interrompre ses études, de s'éloigner de ses proches et de sa petite amie guide les premières formes de protestation. Après l'indignation, s'instaure une forme de résignation d'autant que l'autorité militaire réprime les manifestations. Sur le terrain, l'expérience de la guerre est multiple selon le secteur et l'unité auxquels on est affecté. L'esprit de corps, du groupe primaire, l'emporte lors des actions menées contre les « fellaghas » de l'ALN. Tous les appelés ne sont pas confrontés à la violence de guerre et tous ne participent pas aux corvées de bois comme le suggèrent les films de René Vautier *Avoir 20 ans dans les Aurès* (1972) ou *R.A.S.* d'Yves Boisset (1973). Toutefois, l'expérience de la violence, passée sous le boisseau du retour à la vie civile et de l'entrée professionnelle, fut pour beaucoup éprouvante. Les jeunes paient un lourd tribut : 50 % des pertes militaires sont des appelés (plus de 11 000 personnes).

L'entrée des appelés dans la guerre d'Algérie entraîne une repolitisation croissante des jeunes dans des organisations qui étaient considérées comme apolitiques (UNEF mais aussi la JEC et les Scouts qui sont opposés à la guerre). Ce mouvement touche toutefois surtout la jeunesse urbaine, lycéenne ou étudiante. Dans les lycées, les comités antifascistes fleurissent. L'opposition à la guerre marque l'entrée en politique pour de nombreux jeunes scolarisés. Cette présence des jeunes dans la contestation ne doit pas occulter qu'une partie des jeunes est aussi favorable au conflit et à l'Algérie française, notamment dans les départements algériens, sans compter les jeunes supplétifs musulmans de l'armée. Toutefois, le putsch de 1961 montre la lassitude et la volonté d'en finir, puisque le contingent, soit les jeunes soldats, refuse de suivre le « quarteron de généraux à la retraite » et reste fidèle au général de Gaulle.

b. Les années soixante huit

Si la Ve République est incarnée par un homme qui a déjà 67 ans lorsqu'il revient au pouvoir et est vite considéré comme le « père » de Gaulle, être jeune peut aussi consister dans la seconde moitié des années 1960 à contester l'ordre établi. La jeunesse a été placée au centre des contestations des années 68, qu'il s'agisse de la jeunesse étudiante ou de la jeunesse ouvrière.

Le mouvement semble débiter à Nanterre puis s'élargit aux autres universités puis aux lycées avec la constitution des CAL (comités d'action lycéens). Les jeunes ouvriers ont souvent été le fer de lance de la contestation dans les usines. Même si les rencontres sont demeurées rares, le slogan « Etudiants, ouvriers même combat » réunit les deux jeunesse ouvrières et étudiantes. Les jeunes contestataires ont souvent été caricaturés en adolescents capricieux ou irresponsables. On a fait de mai-juin 1968 une révolte « contre le père ». Elle est en fait le produit d'une contestation de la « domination rapprochée », c'est-à-dire des normes et des interdits posés par les adultes. Dans les lycées, à partir de 1959, l'introduction de la mixité provoque un surcroît de contrôle. Le contact possible entre les filles et les garçons génère toute une série d'interdits et d'espaces réservés (par exemple, les repas ne sont pas pris en commun dans le réfectoire). Le maquillage est interdit ainsi que le port du pantalon (sauf sous les jupes s'il fait froid). Clandestinement, et non ouvertement, les filles déjouent ces multiples interdits. Dans les résidences universitaires, la non-mixité, ou les interdits qui pèsent spécifiquement sur les filles sont vivement dénoncés. En mars 1967, le hall de la résidence des filles est occupé, et c'est aussi le cas à Nantes en décembre 1967 et janvier 1968. La contestation étudiante découle aussi du malaise universitaire. A Nanterre, les jeunes dénoncent aussi bien l'instauration de la sélection (réforme Fouchet) que l'inadaptation et la sclérose de l'enseignement et des programmes. Les jeunes des classes moyennes à qui s'ouvre massivement l'université (213 000 étudiants en 1959, 625 000 en 1970) ressentent aussi la peur du déclassement.

Les années 68 révèlent le poids de l'engagement à gauche voire à l'extrême gauche d'une partie des jeunes qui militent dans les divers avatars du communisme (trotskysme, maoïsme) ou de la mouvance anarchiste notamment autour de l'engagement contre la guerre du Vietnam qui allie antiimpérialisme et anticolonialisme. Le maoïsme et la Révolution culturelle séduisent une partie de cette jeunesse militante, souvent issue des classes moyennes ou de la bourgeoisie qui voit dans le Petit livre rouge vendu à 250 000 exemplaires en France un nouvel évangile et dans le costume Mao la traduction textile d'un rêve égalitariste sans comprendre le drame qui se joue en Chine. Le militantisme dans la Gauche prolétarienne et la promotion du périodique *La Cause du peuple* conduit certains de ces jeunes militants à abandonner leurs études pour entrer en usine porter la bonne parole. Mai 68 a aussi été la manifestation de la créativité de certains contestataires notamment dans les ateliers de l'Ecole des Beaux-Arts producteurs d'affiches brocardant la répression des jeunes, notamment celle qui montre une effigie du général mettant la main sur la bouche d'un étudiant, le tout étant accompagné de la mention « Sois jeune et tais-toi ».

Il convient toutefois de ne pas réduire les jeunes aux manifestations étudiantes de mai 68 et plus largement aux contestataires de mai 68. En premier lieu, une partie d'entre eux est restée à l'écart de la contestation. En second lieu, les sondages réalisés après la crise de mai montrent des jeunes dans l'ensemble bien plus conservateurs que les manifestants. 85% entretiennent de bonnes relations avec leurs parents. 81% sont attachés au mariage. 88% disent faire confiance aux dirigeants d'entreprise, etc. Ainsi, l'explication de mai 68 ne réside pas, ou pas seulement, dans le conflit de génération.

S'il est un point commun à l'ensemble de la génération, qui explique aussi la contestation, c'est l'anxiété des jeunes vis-à-vis de leur avenir professionnel. L'insertion des jeunes étudiants et des travailleurs suscite de graves inquiétudes. Les projections assurent qu'un tiers seulement des étudiants diplômés de l'université seraient assurés d'un emploi. Entre 1966 et 1967, le nombre des demandeurs d'emplois recensés s'accroît de 64% dans la tranche d'âge des 18-24 ans contre 41 % en moyenne. Les jeunes occupent par ailleurs une part croissante et importante des emplois non qualifiés. Ils ont plus de chance de devenir OS que le reste de la population, et

cette probabilité s'accroît entre le début et la fin des années soixante. Non seulement les jeunes sont préoccupés par l'accès à l'emploi mais ils manifestent également des inquiétudes (ou des exigences) vis-à-vis de la qualité de l'emploi (peur de l'ennui, dénonciation de la hiérarchie, etc.)

c. Être jeune sous Giscard

Si la contestation gauchiste perdure dans les années 1970, si elle célèbre des « martyrs » de la cause comme Pierre Overney un militant maoïste de 22 ans tué par un vigile des usines Renault, elle ne débouche pas dans la guérilla urbaine et le terrorisme comme en Italie. La contestation des jeunes commence à se tourner vers l'écologie et le régionalisme.

Les revendications des jeunes semblent prises en compte lors des élections de 1974. Alors qu'il a fait une campagne à l'américaine en mettant en scène sa famille et ses enfants, qu'il a été soutenu par les « jeunes Giscardiens », le président élu accorde la majorité civique à 18 ans. Bien que beaucoup à droite pensent que cette réforme va faire gagner la gauche, les élections législatives de 1978 prouvent que de nombreux jeunes votent comme leurs parents. Sous Giscard est aussi votée la loi Veil (1975) légalisant l'interruption volontaire de grossesse. Si ce texte législatif concerne comme la loi Neuwirth (1967) l'ensemble des femmes, sa nécessité est démontrée par le procès de Bobigny où comparait notamment Marie-Claire une mineure de 16 ans qui a avorté après avoir été violée par un camarade de lycée. Désormais le planning familial, les cours d'éducation sexuelle commencent à changer le rapport à la sexualité des jeunes même si l'âge du premier rapport sexuel reste stable.

Du point de vue des horizons scolaires, les années Giscard sont marquées par la loi Haby (1975) qui instaure le collège unique et contribue à accroître les effectifs du secondaire. En apparence démocratique, la réforme contribue aussi à renforcer les filières. En 1980, seulement 18,3 % des enfants d'ouvriers arrivent en terminale. Selon Antoine Prost, le mot d'ordre est désormais : « Travaillez, sinon vous serez orientés », notamment dans les lycées professionnels qui viennent d'être créés. Malgré la crise, l'éventail de la consommation s'élargit. Des sports comme le ski ou le tennis s'ouvrent aux classes moyennes grâce notamment à des organismes comme L'Union nationale des Centres sportifs de Plein Air (UCP) créée en 1965.

Les jeunes sont séduits par les sports de rue importés d'Amérique comme le skate-board. Ils sont toujours aussi sensibles à l'importation des modes musicales anglo-saxonnes que ce soit le disco, le hard rock et le punk pour les plus rebelles. Ils font un succès aux films dont la vedette est John Travolta et qui racontent les émois amoureux des jeunes comme *La fièvre du samedi soir* (1977) ou *Grease* (1978). Toutefois, ils plébiscitent aussi le rock français avec les groupes Téléphone ou Trust.

3- Une « dilatation de la jeunesse » dans les années 1980 ?

a- Être jeune, un état qui se prolonge ?

La fin des années 1970 introduit-elle une entrée retardée dans l'âge adulte ? La hausse du chômage (1 million de chômeurs et plus de 10% des jeunes de 15 à 24 ans en 1980) et la dévalorisation des diplômes qui touche avant tout les CAP et les BEP puis le bac (effet de cascade) suscitent l'inquiétude. Le CAP et le BEP protègent davantage contre le chômage que le bac mais n'ouvrent plus systématiquement vers emplois qualifiés. Par rapport aux années 1960-1970, l'insertion professionnelle se fait plus compliquée. Cette nouvelle situation se

traduit par un allongement de la période de transition (temps écoulé entre l'obtention du diplôme et le premier emploi). Toutefois les jeunes ne sont que rarement frappés par le chômage de longue durée synonyme d'exclusion. L'une des conséquences consiste dans une émancipation du milieu familial plus tardive qui ne se concrétise qu'à partir de 22 ans, âge auquel les jeunes vivant en dehors du foyer sont plus nombreux que ceux qui y sont restés. La cohabitation plus longue avec les parents s'explique par des facteurs économiques (milieux populaires) ou par la prolongation de la scolarité (enfants de cadres). Dans les milieux populaires, le départ est plus souvent lié au mariage et au travail que dans les milieux favorisés.

b – Etre jeune ou être stigmatisé ?

Dès 1971, à Vaulx-en-Velin dans la banlieue lyonnaise ont lieu les premières émeutes urbaines au cours desquelles les jeunes affrontent les forces de l'ordre. Les affrontements se développent dans la région, notamment à Villeurbanne, dans la cité Olivier de Serre. Ces échauffourées mettent surtout en scène des enfants des familles immigrées dont le nombre progresse avec la mise en place du regroupement familial (1974). Ces jeunes prennent conscience d'une forme de ségrégation et rompent avec les immigrés de la première génération qui désirent rester invisibles. De fait, les jeunes qui résident dans ces quartiers font l'expérience d'un véritable apartheid scolaire : les élèves dits « maghrébins » dont la plupart ont la nationalité française représentent 98% des inscrits du groupe scolaire dont dépend la cité Olivier de Serres.

Ces émeutes urbaines révèlent aussi le racisme latent et les enjeux de la ségrégation. Ainsi, aux Minguettes à Vénissieux, les « jeunes Arabes » sont rendus responsables de la dégradation du quartier et des problèmes de délinquance. Les émeutes mettent en avant un des groupes de jeunes aux caractéristiques et aux trajectoires communes : jeunes garçons nés au début des années 1960, de nationalité algérienne ou française, nés d'un père ouvrier et d'une mère au foyer. Beaucoup sont sortis précocement du système scolaire, parfois avec un diplôme spécialisé (BEP, CAP). Une part importante sont au chômage, victime des effets de la désindustrialisation et des discriminations dans l'accès à l'emploi. A l'été 1981, les rodéos à Vénissieux font la une des journaux et provoquent des affrontements avec la police. A la suite d'un affrontement entre 200 jeunes et les CRS, qui se termine par un *sit in* devant la mairie, est lancée une grève de la faim. C'est le point de départ d'un mouvement de contestation qui débouche en 1983 sur la marche pour l'égalité des droits et contre le racisme. Celle-ci symbolise l'irruption des enfants d'immigrés maghrébins dans l'espace public.

La réponse est aussi scolaire. Afin de réduire les inégalités scolaires des zones d'éducation prioritaire (ZEP) sont mises en place pour donner plus de moyens aux établissements concernés dans lesquels les enseignants appliqueraient la méthode de l'enseignement différencié. En 1986, le ministre de l'EN J.-P. Chevènement donne comme objectif d'amener 80% d'une classe d'âge et crée les baccalauréats professionnels.

c –De la bof génération à SOS racisme : être indifférent mais aussi mobilisé

En 1978, la journaliste Josette Alia publie un article dans *Le Nouvel Observateur* intitulé « La Bof Génération ». Les jeunes seraient moins politisés que la génération 68, plus indifférents à la marche du monde du fait du recul des idéologies, notamment du marxisme. Le constat pourrait valoir dans les années 1980 marquées par le retour d'un fort consumérisme et le modèle de réussite promu par le néolibéralisme anglo-saxon. Être jeune consisterait d'abord à l'accès à des produits de consommation comme le walkman, le jean Levi's, pouvoir se mouvoir librement sur sa mobylette ou dans une Renault 5. Les septennats de François Mitterrand ont misé sur

l'accès à la culture avec la gratuité dans les musées pour les moins de 18 ans, la construction des Zénith ou encore la fête de la musique.

Une partie de la jeunesse qui a célébré la victoire du 10 mai 1981 sait gré à celui qui est vite surnommé « Tonton » et à son ministre Jack Lang qui ne cesse de la célébrer de vouloir intégrer les contre-cultures jeunes dans la politique de « l'Etat culturel ». En réaction à la montée du Front national qui dépasse les 10 % de voix lors des élections européennes de 1984, est créée l'association SOS Racisme, fortement soutenue par le PS, et dont le slogan est « Touche pas à mon pote ». Pendant la première cohabitation, les jeunes se mobilisent contre le projet de loi Devaquet qui veut introduire la sélection à l'entrée des universités. Les manifestations et affrontements, montre qu'être jeune c'est encore savoir contester provoquent la mort du jeune Malik Oussekiné le 5 décembre 1986, à l'issue de laquelle le projet est abandonné.

Conclusion

Être jeune de la défaite de Sedan au second septennat de François Mitterrand recouvre autant de constantes que de variables liées aux transformations de la société et aux inégalités entre les sexes et les différents milieux sociaux. Cette expérience de la vie transitoire entre l'enfance et la pleine condition d'adulte est a priori l'âge des possibles, mais des possibles déterminés par l'origine sociale, l'ouverture du système scolaire, la conjoncture économique et même la situation internationale. Si la jeunesse a toujours été un idéal vanté, choyé et contrôlé par les différents régimes politiques qu'a connus la France pendant la période, son exercice s'est largement élargi et a gagné en liberté et autonomie. Jusqu'à la Grande Guerre, être jeune, c'est d'abord faire son apprentissage de français et républicain et apprendre, pour les filles, le métier de femme et de mère ; cette expérience gagne ensuite en variété et en spécificité dans l'entre-deux-guerres avec l'entrée dans les loisirs et l'attraction des idéologies révolutionnaires et aussi totalitaires. A partir des années 1950, être jeune c'est aussi devenir prescripteur en matière de consommation, de culture, de sexualité face au monde des adultes et des institutions. Si nombre de jeunes restent conformistes, les rapports parents-enfants, comme parents-professeurs évoluent. Pour les garçons, le rite de passage du service militaire perd de son prestige après la guerre d'Algérie ; pour les filles, être jeune c'est aussi progressivement acquérir la maîtrise de son corps et voir les horizons n'être plus limités au mariage et à la maternité. Ce mouvement est marqué par des épreuves où l'on paie le prix de la jeunesse soit sur les champs de bataille soit sous le coup de politique moralisatrice et coercitive comme celle de Vichy. Il est aussi caractérisé par des constantes qui fondent la pluralité des expériences de la jeunesse : non seulement le lieu de vie, l'origine sociale, le genre mais aussi la contestation, l'attrait pour la nouveauté, les usages du corps. Autant de dimensions qui constitue encore l'être jeune du XXI^e siècle.